

De l'audace, de l'audace, de l'audace !

Habitant l'Auvergne depuis sept ans, je connais l'attente de la population et des élus pour le désenclavement de ces territoires, souvent oubliés, négligés, voire méprisés par les autorités nationales.

La LGV n'est pas seulement une nécessité, mais pourrait être une solution, un pas en avant vers une vision plus globale, plus solidaire, de la France, si seulement Paris et les métropoles cessaient d'être aussi nombrilistes et centralisatrices.

Évidemment, je suis favorable à la construction d'une LGV, et je soutiens le scénario qui apporte le plus à l'aménagement des territoires, c'est à dire le scénario Ouest-Sud. C'est aussi le seul qui place les enjeux de cette ligne à une dimension européenne et pas seulement répondant à l'enjeu Paris-Lyon.

Reste l'épineuse question du financement. Pour cela, après avoir écouté la position de RFF tout au long du débat public, je propose la seule recette possible : de l'audace, de l'audace, de l'audace !

On ne peut pas construire une ligne atypique avec les mêmes clés de financements que les lignes traditionnelles. Il faut trouver des réponses audacieuses.

Combien ont payé les régions qui ont bénéficié des premiers TGV ? A quelle hauteur Rhône-Alpes, la ville/com'urbaine de Lyon, Paca, la ville/com'urbaine de Marseille, le Nord-Pas-de-Calais, la ville/com'urbaine de Lille ? Rien. Combien ont elles tiré comme bénéfice en termes de développement ? Des millions... d'habitants. Des milliards, d'euros.

Il est temps de trouver le moyen de faire participer tous ceux qui ont bénéficié du TGV pour construire des lignes avec une vision de long terme. La LGV POCL apportera un bénéfice certain à ces régions à l'horizon 2035-2050. C'est l'avenir de nos enfants, et de la France, qui est en jeu.

On ne peut pas répondre à ça avec les études de valeur/prix/voyageur de M. Allary !

Sans de l'audace et de la volonté, il n'y aurait pas d'accès internet haut-débit dans tous les villages d'Auvergne. La Région et les Départements ont fait le pari de donner de l'accès aux plus éloignés, aux zones rurales, comme une toile d'araignée, car les principales villes seraient couvertes par le marché. C'est la volonté politique du président Souchon et des présidents des CG qui a permis cette action. C'est cette vision-là qui devrait guider la construction du futur réseau LGV : couvrir les espaces du futur.

Et, comme l'a souligné le président du CG03, Jean-Paul Dufrègne, nos régions ont déjà la mission de préparer l'arrivée du TGV. On ne pourra pas demander aux contribuables de ces territoires défavorisés et peu peuplés, de participer comme ont pu le faire les régions de Strasbourg, Reims, Le Mans ou Rennes !

Je propose donc, avec ces arguments, de nouveaux modes de financement à étudier : augmenter les péages RFF des plus grandes agglomérations, créer des taxes participation dans les régions de Lille, Marseille, Lyon, Bordeaux, Paris, pour financer cette ligne en particulier. Voire, pourquoi pas, revenir sur la privatisation des autoroutes, dont le produit des péages aurait dû servir à financer ce type de projet plutôt que de bénéficier à quelques entreprises privées.

Pourvu que la réussite de ce premier obstacle, de cette première étape qu'a été le débat public, soit annonciatrice d'un succès du projet POCL. Pourvu que l'engouement qu'il a suscité, notamment dans l'Allier, la Nièvre, le Cher, permette de faire comprendre aux décideurs parisiens que ce projet mérite d'être classé parmi les projets prioritaires, à lancer au plus tôt. Car il apportera des solutions qui sont, pour eux, encore, inimaginables.

Pablo Aiquel
Vichy, Allier, Auvergne